NORTH AFRICA IN THE PROCESS OF CHANGE

Political, Legal, Social and Economic Transformations

edited by
Ewa Szczepankiewicz-Rudzka, Aïssa Kadri

North Africa
in the Process of Change
Political, Legal, Social and Economic Transformations

North Africa in the Process of Change

Political, Legal, Social and Economic Transformations

edited by
Ewa Szczepankiewicz-Rudzka, Aïssa Kadri

Cracow 2015

© Copyright by individual authors, Cracow 2015

Reviewer:
Professor Michał Chorośnicki

Editor:
Artur Foryt, Anna Sekułowicz

Cover Design:
Paweł Sepielak

Cover Photo by © Michał Lipa

The publication is published both in print and in electronic version
The printed version is primary

This volume was published with the financial support of the Faculty of International and Political Studies, Jagiellonian University in Cracow and Social Movements and Mobilisation Typologies in the Arab Spring project (318982-FP7-PEOPLE-IRSES 2013-2016)

ISBN 978-83-7638-655-3 (paper version)
e-ISBN 978-83-7638-656-0 (e-book)
DOI: 10.12797/9788376386553

KSIĘGARNIA AKADEMICKA
ul. św. Anny 6, 31-008 Cracow
tel./fax: 12 431 27 43, 12 421 13 87
e-mail: akademicka@akademicka.pl

Internet bookshop: www.akademicka.pl

Table of contents

Introduction 7

I. PRINTEMPS ARABE :
Á LA RECHERCHE DE THÉORIES ET DE CONTINUITÉS /
ARAB SPRING: IN SEARCH OF THEORIES AND CONTINUITY

Ewa Szczepankiewicz-Rudzka, *Les mouvements de contestation du Printemps arabe à l'épreuve des théories de la révolution et démocratisation* 23
Sonia Dayan-Herzbrun, *Révolutions arabes, entre le local et le global* 39
Gérard Prévost, *Du « Printemps de Prague » au « Printemps arabe » : homologies, constantes cachées et formation socio-historique* 51
Aleksander Głogowski, *The Arab Spring in Pakistan?* 71

II. INTERACTIONS ENTRE RELIGION ET POLITIQUE/
INTERACTION BETWEEN RELIGION AND POLITICS

Fernando Oliván López, *Constitutionalisme et modèles culturels : l'Islam et l'Occident. Une approche depuis la théologie politique* 95
Alessandra Fani, *La* dawla madaniyya *dans l'Égypte post-Moubarak : une nouvelle pièce du complexe puzzle « État – religion » dans l'Islam.* 107
Houaida Benkhater, *Religion et modernisme, Quel compromis dans la Tunisie d'aujourd'hui ?* 119

III. CHANGEMENTS SOCIAUX :
MOUVEMENTS SOCIAUX ET RÉFORMES POLITIQUES/
SOCIAL CHANGES: SOCIAL MOVEMENTS AND POLITICAL REFORMS

Ouelhadj Ferdiou, *Le processus de réforme constitutionnelle en Algérie : enjeux et perspectives* 131
Mohammed Dahiri, *Les Mouvements protestataires au Maroc avant et après la naissance du Mouvement du 20 février et la réforme de la Constitution de 2011* 145

Khalid Mouna, *Movement of protest in Morocco. The case of unemployed graduates* 163
Łukasz Jakubiak, *Constitutional reforms in Morocco in the aftermath of the Arab Spring* 173

IV. ÉTATS ET POUVOIRS FACE AU PRINTEMPS ARABE : RÉFORMES ET *STATU QUO*/
STATES IN THE FACE OF THE ARAB SPRING: REFORMS AND *STATUS QUO*

Belkacem Iratni, *The Aftermath of 'Arab Spring' revolutions: Political consensus or power transition in Algeria? A Critical assessment* 189
Noureddine Harrami, Asmae El Arfaoui, *L'État et les mobilisations de 2011 au Maroc* 207
Smail Debeche, *Algeria in the face of regional changes and challenges* 225
Rachid Tlemçani, *Printemps arabe à l'algérienne. Réforme politique et consolidation autoritaire* 245
Ewa Szczepankiewicz-Rudzka, *Why did "the domino effect" not reach Algeria? Limitations and prospects of socio-political transformation.* 257
Lala Muradova Huseynova, *The vulnerabilities of the "oil stability" in Algeria in post-Arab Spring* 271

V. DEFIS SOCIO-POLITIQUES ET TRANSFORMATIONS DES SOCIÉTÉS/
SOCIAL AND POLITICAL CHALLENGES, SOCIETIES AND THEIR TRANSFORMATIONS

Giovanna Campani, Afef Hagi, *Aux bords de la Forteresse Europe : la Tunisie et la construction de la frontière* 289
Noureddine Kridis, *Le travail pendant la révolution. Le travail de la révolution, le travail dans la révolution* 305
Djamel Zaaboub, Khaled Haddadi, *Violence dans les stades. La part des raisons juridiques* 317
Alya El-Gueyed Kridis, Bernard Gangloff, *Valeurs culturelles et styles organisationnels chez les managers des multinationales implantées en Tunisie pendant la période de la révolution* 323
Donia Remili, *Ecole et révolution tunisienne : « un sanctuaire de paix et de sciences ou un terreau de violences »* 343

Index 363

DOI: 10.12797.9788376386553.01

Introduction

Le présent ouvrage est le produit de travaux universitaires développés dans le cadre du programme européen IRSES « SpringArab/Social Movements and Mobilisation Typologies in the Arab Spring » portant sur les contestations dans le monde arabe. Sont réunies ici les communications présentées lors d'un colloque organisé par l'Université Jagellonne de Cracovie, principal partenaire du réseau de recherches euro-méditerranéen portant sur la question des transformations dans le monde arabe.

A l'opposé d'une sociologie spontanée et d'une profusion de discours médiatiques, découvrant, dans les évènements qui ont suivi la mort de « Bouazizi », dans l'élargissement des contestations aux sociétés de l'aire culturelle, et subséquemment dans la chute des dictateurs tunisien et égyptien, la sortie d'un exceptionnalisme arabe et l'entrée en démocratie hic et nunc de sociétés exclues jusque là des bienfaits de celle-ci, validés partout ailleurs, les analyses que le programme a mis au centre de ses travaux ont souhaité s'inscrire dans une triple dimension : celle d'une part de la prise en compte de l'inscription de ces évènements dans une perspective historique de longue durée, d'autre part de la prise en compte de travaux sociologiques et anthropologiques au plus prés des terrains, tout en privilégiant l'approche comparatiste à partir d'autres situations, contextes, et pays.

Des mouvements sociaux inscrits dans la longue durée

On observe ainsi que les mouvements sociaux qui ont affecté, dans de nouvelles formes de radicalité, de pratiques et de répertoires d'actions ces dernières années les pays de l'aire culturelle en question, ne sont pas ainsi le fruit du hasard. Ils ne sont pas apparus tel un coup de tonnerre dans un ciel serein, comme semblent les découvrir des classes politiques et analystes rapides, faiblement informés des

transformations qui travaillaient au fond ces pays. Ils remontent à loin et s'inscrivent dans des processus qui trouvent leur fondement dans les désenchantements qui ont suivi l'échec des nationalismes développementalistes à la fin des années 70, le reflux du « tiers-mondisme », la montée de mouvements identitaires, sous l'effet de l'emprise d'une mondialisation inégale. Sonia Dayan-Herzbrun relève à juste titre dans son article que « ces mobilisations s'inscrivent, s'enracinent dans une longue histoire de luttes sociales et politiques, mais aussi anticoloniales et anti-despotiques ».

S'il y a eu ici ou là toujours depuis les indépendances, et sans remonter aux périodes de la domination impérialiste, des contestations de régimes politiques vécus comme illégitimes et oppressifs, que l'on songe aux mouvements étudiants des années 60 au Maroc en Algérie, au mouvement dit du « printemps berbère » en 80 en Algérie, aux émeutes d'octobre 88 dans le même pays, plus prés de nous, au mouvement « des arouchs » (des tribus), aux émeutes de Redief, de Gafsa en Tunisie, de Sidi Ifni au Maroc, ces derniers n'ont pas remis en cause au fond les systèmes autoritaires, ils ne sont pas apparus comme porteurs de modalités de transformations au fond des systèmes en place, ils en ont fortifié a contrario les conservatismes qui travaillent les sociétés et ont même esquissé de nouvelles formes de domination.

A l'opposé également d'une vision qui généralise et homogénéise, qui fait du monde arabe un bloc indistinct sans différenciations historiques, culturelles et sociales, les travaux présentés ici montrent que ces mouvements sociaux, sont de nature différente, qu'ils relèvent de situations différentes, s'inscrivent dans des profondeurs historiques différentes et renvoient à des conditions différentes, conditions socio-anthropologiques, culturelles, politiques différentes.

Même si on peut relever quelques invariants dans les formes de pérennisation de la domination par des pouvoirs illégitimes, illégaux et autoritaires, voire dictatoriaux, La Libye n'est pas de ce point de vue le Yémen, l'Égypte est assez différente de la Tunisie, le Maroc de la Jordanie, la Syrie de l'Algérie.

Une transformation qualitative sur les dernière décennies. Une perspective générationnelle

L'espace temps inauguré par l'évènement fondateur qu'a été la mort de Bouazizi en Tunisie, marque de ce point de vue une transformation qualitative dans les formes et les modalités de la contestation dans l'aire culturelle. Si celle-ci peut relever de caractéristiques invariantes que l'on retrouve ici ou là, elle se manifeste néanmoins de manière différenciée selon les pays, ces différences expliquant les formes et les modalités variées des transformations observées. La mort de Bouazizi a été cet évènement fondateur qui a traduit là le refus, la rupture donc d'une jeunesse, inscrite dans les bruits du monde, confortée par les moyens modernes de diffusion, jeunesse qui s'émancipe des catégories du national, par des pratiques, codes

et rites nouveaux ; se situant par certaines pratiques, par transfert, dans l'espace monde ou pour certaines catégories, dans l'ailleurs, la cité édénique à retrouver ici et maintenant.

On est entré à partir de la première décennie des années 2000, dans un mouvement générationnel plus large (Cf. le mouvement des indignés, Occupy-Wall Street etc…) de basculement vers de nouvelles demandes, de nouvelles façons d'être et de se représenter face au politique, à la paupérisation accrue de larges pans des sociétés, à la mal vie et aux dérives de la financiarisation du monde, d'autres façons, d'autres modalités de participation citoyenne qui sont en rupture avec les modes « traditionnels » de faire de la politique, d'exister, qui ont prévalus jusque là. Il y a en effet quelque chose de transversal dans l'expression et l'affirmation de ces mouvements sociaux. Ils s'inscrivent dans un moment générationnel identique (nous entendons ici génération dans le sens de l'approche qu'en fait Karl Mannheim[1], c'est à dire en tant que catégorie socio-historique – au-delà des effets d'âge – permettant de délimiter l'espace temps des expériences et des références communes, exprimant ou révélant un «air du temps», un «esprit d'époque», une même respiration idéologique, la même contemporanéité)… moment générationnel donc qui est en rupture avec le passé (passé définit dans l'aire culturelle en question ici, par le nationalisme décliné sous ses différentes formes national-développementaliste, nationalisme arabe, arabo-islamisme islamo-nationalisme).

On le voit, si l'on peut trouver ça et là « des affinités électives » entre pays et situations dans un espace temps « mondialisé », de basculement du monde, il est important de se défier de la généralisation hâtive et de conclusions arrêtées. Le texte de Sonia Dayan-Herzbrun invite à ce titre de sortir de l'épistémologie coloniale et d'une vision binaire du monde et des cultures. Il appelle à fonder une nouvelle épistémologie de la connaissance des sociétés du Sud. Il appelle au-delà des essentialismes qui font florès à définir et objectiver ce de quoi on parle. C'est dans la même perspective que s'inscrit l'analyse de Gérard Prévost qui relève « qu'utiliser le concept de « révolution » en Europe centrale ou supposer un « Monde arabe » et parler de « révolutions arabes » relève d'un exceptionnalisme méthodologique ». Le cadre général théorique et l'appareillage conceptuel venu du Nord doit être déconstruit et réinterrogé – Cf. l'article de Fernando Oliván López qui s'interroge sur les cadres culturels de l'Occident – en fonction des données historiques sociales et culturelles propres aux sociétés en question et plus particulièrement à chaque société.

De nouveaux acteurs

Cela ne peut être engagé sans enquêtes, sans connaissances issus des terrains. Ewa Szczepankiewicz-Rudzka relève à cet égard « que les chercheurs qui mènent les

[1] K. Mannheim, *Le problème des générations* (1928), trad. G. Mauger, Paris 1990.

études sur les révolutions prennent rarement en considération les données démographiques dans l'étude des mouvements révolutionnaires ou des phénomènes associés, tels que les rébellions et les coups d'État ». Elle met à ce titre en exergue une des caractéristiques, qui est un pré-requis du changement, caractéristique présente dans le « monde arabe », celle de la jeunesse des populations concernées. Elle note « que les études réalisées par la Fondation *Population Action International* ont révélé que 80% des conflits mondiaux entre 1970 et 1999 ont commencé dans les pays où 60% de la population avait moins de 30 ans ». La force motrice est ici principalement la jeunesse, qui dans les pays « rabes représentent plus des trois-quarts de la population ».

La part centrale des populations jeunes est celle, à partir du milieu des années 80, tout à la fois celle des exclus, des catégories des déscolarisés issus des classes populaires formatés – cf. l'article de Donia Remili sur les phénomènes de violence à l'Ecole – par un système scolaire massifié en voie de désinstitutionnalisation et de retraditionnalisation et celle des jeunes diplômés de classes moyennes issus d'institutions internationalisées.

La jeunesse diplômée sans emplois, issue des classes moyennes inférieures et des classes populaires, apparaît à cet égard plus mobilisée dans les pays comme le Maroc (Cf. l'article de Khalid Mouna et sa composition du mouvement du 20 février), la Tunisie ou l'Égypte, que dans certains autres pays comme l'Algérie, la Lybie, le Yémen où les systèmes d'enseignement ont tardé à se réformer et à s'ouvrir. Le mouvement des diplômés chômeurs est plus ancien, plus organisé, plus actif, au Maroc que partout ailleurs. Dans le même moment où les pays qui ont vu les jeunes qui sont le produit d'institutions privées internationalisées de contournement des institutions publiques massifiées, que cela soit dans le mouvement de la place Tahrir, de la Tunisie des blogueurs, ou au Maroc dans le réseau du 20 février, intervenir de manière plus organisée, plus en lien avec d'autres catégories sociales, l'affirmation des jeunes algériens, produits d'une université massifiée anomique, apparaît plus débridée, plus hétérogène, plus erratique et coupée de toute forme de mobilisation organisée.

Cette jeunesse en action apparaît de plus en plus féminisée. C'est là une deuxième caractéristique d'expression de ces contestations. Si « cette participation des femmes à l'action politique dans le monde arabe n'a rien de nouveau » note Sonia Dayan-Hezbrun, « elle est devenue massive et extrêmement visible ». Les jeunes écrit Naima Chikhaoui « ont, non seulement défié la peur, mais ils/elles n'ont pas demandé l'autorisation au père ou à la mère pour sortir dans la rue ». Il y a là un processus d'émancipation de la famille, d'individuation, de volonté de se réaliser et de trouver du sens à sa vie.

Est posée ainsi de manière centrale la question des modes d'articulation de ces contestations de base, jeunes avec les catégories qui peuvent en coalescence leur donner sens et les faire passer à un niveau qualitatif. Et à au niveau le plus haut celles du rôle des élites et des États. Il y a à approfondir de ce point de vue les analyses et à développer les recherches sur l'échec de l'autonomisation du politique

et plus particulièrement sur l'incapacité des intelligentsias à produire du sens qui puisse accompagner sinon préparer le changement social. Il y a donc à réfléchir sur les conditions de constitution des Intelligentsias et celle du champ intellectuel, sur les relations de celui-ci à l'espace politique, sur les fondements de sa faible autonomisation liée en grande partie au mode de production des intelligentsias dans les périodes avant les indépendances et de structuration des États nationaux indépendants, à leur rôle dans l'instrumentation et le contrôle des savoirs et de la culture. Ainsi la protestation au Maghreb ne peut se comprendre indépendamment d'une analyse de la formation et transformation des régimes politiques.

L'émergence de ces nouveaux acteurs n'est pas, elle-même, subreptice, elle s'inscrit au moins dans la moyenne durée. Ainsi dans le cas marocain Mohammed Dahiri relève t-il dans son article que « les grèves de mars 1965 et de juin 1981 à Casablanca ; de janvier 1984 à Nador et Marrakech ; de juin 2008 à Sidi Ifni au Sud du pays ; de décembre 1990 à Fès (vendredi noir) ; les grèves de l´Union Nationale des Etudiants Marocains (UNEM) depuis sa création en 1956; les grèves et manifestations des syndicats contre les bas salaires et la cherté de la vie; les *sit-in* des diplômés chômeurs depuis la création de leur association (ANDCM) en 1991; les manifestations et *sit-in* de l´Association Marocaine des Droits Humains (AMDH) depuis 1979 ; les manifestations du mouvement des femmes pour la modification du Code de Famille et du Code de la Nationalité Marocaine ; les mobilisations et *sit-in* des femmes *soulaliyates* dès 2007 pour la défense de leurs droits à l´héritage et pour lutter contre la loi coutumière inégalitaire (l Dahir datant du 27 avril 1919) ; les revendications du Mouvement Alternatif pour les Libertés Individuelles (MALI) créé en 2009 pour défendre les libertés individuelles et « pour faire entendre aux autorités que la religion est une conviction personnelle » ont fonctionné comme anticipateurs du mouvement du 20 février, avant de poursuivre « qu' on ne peut donc pas considérer le M20F comme évènement initiateur du mouvement protestataire de janvier-février 2011. Dans le cas du Maroc, il s´agit, d´un évènement qui a réactivé un potentiel de contestation en veille qui a trouvé dans les révoltes tunisienne et égyptienne de début 2011 les conditions de son renouveau. Le mouvement protestataire actuel est le prolongement, sous une autre forme, d´une activité de protestation déjà présente depuis l´indépendance du Maroc en 1956 ».

L'affirmation de ces « acteurs » a émergé ainsi à la faveur des annonces de démocratisation « concédées » par les régimes autoritaires à la faveur des crises des années 80 et des injonctions supranationales de restructuration et de libéralisation (Cf. Programmes PAS) et les luttes qu'elles suscitèrent. Elle a renforcé l'hybridation des régimes qui se sont ouverts à la critique exprimée par la libre intervention d'individus, notamment ceux issus des classes moyennes en situation de déclassement et des classes populaires en voie de sous-prolétarisation – dans un espace public en construction mais aussi par le développement de mouvements sociaux qui viennent relever et dénoncer l'arbitraire, et contenir la répression de l'État (apparition des Ligues de droits de l'homme). Cette transformation est appuyée par la libéralisation relative de la parole et du champ médiatique qui contribuent

AUTHORS CONTRIBUTING TO VOLUME:

BENKHATER Houaida, University of Tunis
CAMPANI Giovanna, University of Florence
DAHIRI Mohammed, Complutense University of Madrid
DAYAN-HERZBRUN Sonia, University of Paris 7, Denis Diderot
DEBECHE Smail, University of Alger 3
EL ARFAOUI Asmae, University of Moulay Ismail – Meknes
EL-GUEYED KRIDIS Alya, University of Carthage – Tunis
FANI Alessandra, University Rovira i Virgili – Tarragona
FERDIOU Ouelhadj, University of Alger 3
GANGLOFF Bernard, University of Rouen
GŁOGOWSKI Aleksander, Jagiellonian University – Cracow
HADDADI Khaled, University of Alger 3
HAGI Afef, University of Florence
HARRAMI Noureddine, University of Moulay Ismail – Meknes
IRATNI Belkacem, University of Alger 3
JAKUBIAK Łukasz, Jagiellonian University – Cracow
KRIDIS Noureddine, University of Tunis
MOUNA Khalid, University of Moulay Ismail – Meknes
MURADOVA Lala, University Rovira i Virgili – Tarragona
OLIVÁN LÓPEZ Fernando, Carlos III University – Madrid
PRÉVOST Gérard, University of Paris 8, Vincennes Saint-Denis
REMILI Donia, University of Tunis
SZCZEPANKIEWICZ-RUDZKA Ewa, Jagiellonian University – Cracow
TLEMÇANI Rachid, University of Alger 3
ZAABOUB Djamel, University of Alger 3

www.akademicka.pl

KSIĘGARNIA AKADEMICKA

ISBN 978-83-7638-655-3